

PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

En solidarité avec les défenseur-e-s des droits humains depuis 1992



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016-2017

TABLE DES MATIÈRES

Équipe - 1

Mission du PAQG – 2

Mot de la Présidente – 3

Nouvelles du Guatemala 2016-2017 – 5

Le PAQG au Guatemala - 8

Le PAQG au Québec – 10

Campagne *Ceci n'est pas un crime!* – 13

Bilan financier 2016-2017 – 17

Soutenez-nous! – 19

Boutique PAQG – 20

Remerciements – 21





PERSONNEL DU PAQG

RAINER RICARDO
Coordination générale jusqu'en août 2016

JEANNE RICARD
Coordination générale à partir de septembre 2016

ELSA F. MONDÉSIR VILLEFORT
Chargée de projet, stage QSF-OCI

FERNANDO CALDERÓN
Développeur web et assistant aux communications

LYNDA LOURDESSAMY
Stagiaire pour le projet 25^e anniversaire

CONSEIL D'ADMINISTRATION

LAURENCE GUÉNETTE
Président

SOPHIE MAILLY
Vice-présidente

NATHALIE BRIÈRE
Trésorière

MARIE-DOMINIK LANGLOIS
Secrétaire

ANNABELLA JIMÉNEZ
Administratrice

GENEVIÈVE PROULX-MASSON
Administratrice

LUIS RODAS CALDERÓN
Administrateur

MARIANITA HAMEL
Administratrice (jusqu'en juin 2017)

MÉLISANDE SÉGUIN
Administratrice

MISSION DU PAQG

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) est un organisme de solidarité basé sur l'engagement bénévole de militant-e-s des droits de la personne. Sa mission consiste à mener des actions de soutien aux défenseur-e-s guatémaltèques des droits civils, politiques, sociaux, culturels, environnementaux et économiques, victimes d'exactions et de menaces en raison de leur travail. Depuis 1992, nos volontaires fournissent une présence et un accompagnement physique à ces militant-e-s dans leur lutte non-violente en faveur de la justice et observent la situation des droits de la personne dans le pays.



Au Guatemala, le PAQG travaille en collaboration étroite avec ACOGUATE, une organisation formée de comités d'accompagnement d'une dizaine d'autres pays. L'accompagnement est un moyen d'action solidaire, non-violent et non partisan. Il répond aux demandes formulées par les défenseur-e-s guatémaltèques de droits humains qui jugent pertinente la présence neutre et dissuasive d'observateurs/trices internationaux.

Le mandat du PAQG prend également place au Québec, où l'organisme assure le recrutement, la sélection et la formation des accompagnateurs/rices qui partent vers le Guatemala accompagner la société civile dans de multiples processus de défense des droits. Les activités d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation du public québécois occupent également une grande partie des efforts, puisque le PAQG constate la nécessité de conscientiser la population québécoise à la solidarité internationale et à l'action pour les droits, la justice et la paix ici autant qu'ailleurs.

Les mandats d'accompagnement au Guatemala et d'éducation au Québec sont à la fois complémentaires et indissociables. Les activités d'éducation et de sensibilisation permettent le recrutement d'accompagnatrices disposé-e-s à partir au Guatemala, et permettent de maintenir et de renouveler le réseau de sympathisant-e-s nécessaire aux actions d'appui envers les Guatémaltèques. De la même façon, la présence d'accompagnatrices sur le terrain et l'étroite collaboration du PAQG au sein d'ACOGUATE orientent directement et rétro-alimentent les activités d'éducation élaborées et menées au Québec.

MOT DE LA PRÉSIDENTE

C'est avec un sentiment de « solennité » que j'écris ce mot, parce que nous n'en sommes pas à un moment quelconque du Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Nous sommes à l'aube d'un anniversaire important pour notre organisme, qui encore cette année, a renouvelé son travail si particulier et qui marque durablement les consciences de ceux et celles qu'il mobilise. Encore fort d'un bassin de militant-e-s bénévoles sans qui tout cela serait impossible, le PAQG se tient sur le qui-vive. Ses membres sont prêts à relever les défis qui se présenteront dans l'avenir, tant sur le plan financier, pour le maintien de l'organisme, que par rapport aux besoins et réalités des personnes et groupes accompagnés au Guatemala, qui vont en se complexifiant.

Pour faire face à ces défis, le PAQG a la chance de s'appuyer sur ses nombreuses années d'expérience : ce mois d'octobre 2017 marque les 25 ans d'existence de l'organisme formalisé, alors que différents réseaux plus informels de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale existèrent dès les années 1980. Toutes ces années ont été marquées par une série d'ajustements et d'adaptations, les membres du PAQG ayant été depuis le départ soucieux-euses de proposer des projets et des initiatives solidaires qui répondent aux besoins et aux volontés des défenseur-e-s guatémaltèques des droits humains.

L'un des constats indéniables qui émerge de ces années d'accompagnement d'une société post-conflit, de cette relation solidaire avec des peuples qui ont souffert une guerre civile prolongée et un génocide des plus brutaux, est que même si les violences perdurent, les Guatémaltèques se ne tairont plus jamais. Un silence a régné pendant la terreur, un silence fait de larmes et de sang, et depuis le retour à la « paix » des années 1990, les mouvements sociaux et communautaires ont petit à petit repris la parole, puis crié, scandé, levé le poing! À présent le Guatemala vibre de voix multiples que personne ne peut plus faire taire, qui luttent contre l'impunité, contre la corruption, pour la souveraineté des peuples et la protection des territoires, pour la justice de genre et la fin du féminicide.

Mais revendiquer et défendre les droits humains au Guatemala demeure un sport extrême des plus dangereux, et la pertinence de l'accompagnement international ne se tarit pas. Merci donc à toutes les personnes, bénévoles, employé-e-s et donateurs, qui ont rendu le travail possible et agréable au cours de la dernière année. Un merci spécial à Jeanne Ricard, qui a su relever avec brio le défi de prendre la coordination à pied levé en septembre 2016, et a offert un engagement et une dévotion vraiment appréciables à notre si cher organisme!

Laurence Guénette, Présidente du Conseil d'administration

NOUVELLES DU GUATEMALA

Du 1er juillet 2016 au 1er juillet 2017

Criminalisation

Juillet 2016 a marqué la fin d'une longue période d'injustice pour les autorités ancestrales de la région de Huehuetenango. En effet, la juge Yasmin Barrios a reconnu l'innocence de sept prisonniers politiques qui avaient été criminalisés par l'État guatémaltèque pour s'être opposés à l'installation de projets hydroélectriques à proximité de leurs communautés. Il s'agit de Mynor Manuel Lopez, Sotero Adalberto Villatoro, Juan Francisco Pedro, Arturo Pablo, Ermitaño López Reyes, Rogoberto Juarez et Bomingo Baltazar. Ils ont passé entre 417 jours et plus de deux ans en prison. Ce jugement est particulièrement important du fait que Barrios a souligné que ces accusations étaient une instrumentalisation de l'appareil judiciaire, ce qui ouvre une porte à d'autres jugements similaires.



Les ex-prisonniers en attente à la Cour
Crédit Jhonathan J. Gomez

La criminalisation a également été un outil de répression contre la résistance pacifique contre l'hydroélectrique Hidrosalá. Cette entreprise espagnole opère dans le département de San Marcos dans l'ouest du pays. Depuis 2014, onze personnes ont été emprisonnées et ont été accusées entre autres de vol aggravé, de kidnapping, de détentions illégales, d'agression aggravée et d'association illicite. Ces leaders communautaires ont tous été condamné-e-s à être en prison pour une période de deux à cinq ans. Parmi ceux-ci se trouvaient des autorités ancestrales Mam, des leaders communautaires et des représentants de la résistance contre le projet hydroélectrique. En février et mars 2017, 6 des 11 criminalisé-e-s ont été libéré-e-s.



Mémoire historique

Cette année, les cas de justice transitionnelle se sont multipliés. En août 2016, Benedicto Lucas Garcia, chef de l'État majeur de 1978 à 1982 et frère de l'ex-dictateur Romeo Lucas García, a été accusé des délits de disparition forcée et de crime contre l'humanité dans le cas Molina Theissen. Ce procès traite de la disparition forcée de Marco Antonio Molina Theissen, qui avait dix ans au moment du crime. À l'époque, les membres de sa famille étaient identifié-e-s comme des acteurs-trices subversif-ves par l'État guatémaltèque. Marco Antonio a été enlevé par l'armée, peu de temps après que sa sœur ait réussi à s'enfuir d'une base militaire où elle avait été emprisonnée, violée et torturée par des soldats pendant neuf jours pour avoir milité au sein de la division jeunesse du parti ouvrier guatémaltèque. En 2004, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme avait déclaré que, dans ce cas, l'État guatémaltèque avait violé le droit à la vie, à l'intégrité personnelle, à la protection de la famille et à la protection judiciaire ainsi que son obligation à protéger les droits humains.

Une autre avancée : en décembre 2016 : la Cour interaméricaine a condamné le Guatemala pour 22 disparitions forcées dans le cas *Habitants du village de Chichupac et des communautés avoisinantes de la municipalité de Rabinal c. Guatemala* pour avoir violé le droit à l'accès à la justice pour les personnes Maya achi et ne pas avoir enquêté diligemment sur les faits.

La tragédie du Hogar Seguro virgen de la asunción

En mars 2017, 41 jeunes filles sont décédées dans l'incendie du refuge pour jeunes « Hogar Seguro ». Le mois suivant, l'ancien chef du secrétariat pour le bien-être social, l'ancien sous-secrétaire et l'ancien directeur du refuge ont été accusés d'homicide volontaire, de lésions graves, de maltraitance de mineur-e-s, d'abus d'autorité et de manquement aux devoirs. Cette affaire de négligence criminelle a ébranlé tout le pays.

Le 7 mars 2017, les jeunes qui résidaient dans le centre ont fait une tentative de fuite de masse du refuge. Lorsque la police a réussi à les ramener au centre, les responsables ont décidé de les enfermer à clef. Depuis son ouverture en 2010, ce refuge créé par l'État a un long historique de violence envers les résident-e-s. Le centre hébergeait près de 800 jeunes, alors que sa capacité maximale était de 500 personnes. On suspecte que l'incendie a commencé lorsque deux des filles qui étaient enfermées ont mis feu à un matelas en signe de protestation. Toutefois, personne n'a mis le protocole d'évacuation en place et les pompiers ont donc tardé à intervenir.



Vigile à Montréal pour les victimes de la

Défense du territoire

Le 6 avril 2017, la juge Ana Leticia Peña Ayala du tribunal de Puerto Barrios a jugé Mynor Padilla non coupable dans le procès qui l'opposait à Angelica Choc et German Chub Choc. Mynor Padilla, ancien chef de la sécurité de la mine Fenix, située dans le département d'Izabal, était accusé d'avoir assassiné le mari



Angélica Choc durant la célébration du Jour de la Terre-Mère. Crédit : Acoguate

d'Angelica Choc, Adolfo Ich et d'avoir rendu German Chub Choc paraplégique après une attaque à l'arme à feu en 2009. Ce procès, débuté en 2015, fut un processus exténuant pour les demandeurs, notamment en raison des actes d'intimidation subis. Entre autres, au mois de septembre 2016, des personnes non identifiées ont tiré des coups de feu sur la maison d'Angelica Choc en plein milieu de la nuit. La mise en liberté de Padilla augmente l'insécurité que vivent les membres de la résistance et plus particulièrement les personnes qui sont impliqués dans les processus judiciaires.

Cette année encore, les projets hydroélectriques Oxec I et Oxec II situés dans la municipalité de Santa Maria Cahabon du département d'Alta Verapaz ont été la source de nombreux conflits. Les populations vivant à proximité des deux projets ont encore une fois démontré une farouche opposition à l'exploitation de la rivière Cahabon. Depuis l'installation des barrages, plus de 50 communautés q'eqchi's de la région ont été privées de ressources en eau. Le 17 janvier 2017, la Cour suprême a demandé la suspension des travaux puisque les communautés n'avaient pas été consultées. Toutefois, des membres de la résistance populaire, ont affirmé que l'entreprise n'avait pas cessé son exploitation. Le 26 mai 2017, la Cour constitutionnelle a annoncé que les projets hydroélectriques Oxec I et Oxec II pourraient reprendre leurs activités au courant de la prochaine année, sous condition que le Ministère de l'énergie et des mines organise des consultations. Depuis juillet dernier, une consultation communautaire a réitéré le refus du projet par la population.



Lieu de protestation à Casillas

En lien Tahoe Resources, les communautés du sud-est guatémaltèque continuent de s'organiser pour contrer les effets des mines sur leurs territoires. Le 7 juin 2017, un mouvement de résistance pacifique s'est formé et des campements permanents ont été installés dans les départements de Jalapa et Nueva Santa Rosa pour bloquer l'entrée de la machinerie de la mine près de la municipalité de Casillas. Le Centre d'action légale environnementale et sociale (CALAS) continue d'appuyer

les membres de la résistance contre la mine dans leurs démarches juridiques pour faire cesser l'exploitation des ressources minérales dans la région. Le 22 juin 2017, les licences de Juan Bosco et du projet El Escobal ont été suspendues temporairement par la Cour suprême de justice suite à une motion d'*amparo* déposée par le CALAS en mai. Ainsi, les activités de l'entreprise Tahoe Resources sont interrompues dans les municipalités de Mataquescuintla, Nueva Santa Rosa, Jalapa, Casillas, Santa Rosa et San Rafael las Flores, car le Ministère de l'énergie et des mines aurait accordé ces licences à l'entreprise sans avoir consulté la population locale préalablement.

LE PAGQ AU GUATEMALA

ACOGUATE



Le PAQG continue de s'engager au sein d'Acoguate notamment par la participation au comité ressources humaines (appui à l'embauche et évaluation des employé-e-s) et en tenant la Vice-présidence du Conseil d'administration.

La coordination de l'accompagnement international au Guatemala continue de recevoir énormément de nouvelles demande de la part de défenseur-e-s des droits humains, de communautés ou d'organisations qui reçoivent des menaces ou sont à risque. C'est pourquoi le PAQG s'est, en 2016-2017, une fois de plus engagé à continuer les efforts de recrutement d'accompagnateurs/rices.

Encuentro

À chaque deux ans, le PAQG participe à la rencontre des comités constitutif d'Acoguate au Guatemala. En mars 2017, ce n'est pas une représentante du PAQG, mais bien deux qui ont pu participer aux discussions sur les orientations et la structure de la coordination de l'accompagnement internationale au Guatemala.

NOUVELLES DE NOTRE ACCOMPAGNATRICE

Gabrielle Marleau

Accompagnatrice internationale (Janvier – décembre 2016)

Mon aventure au Guatemala a commencé dans une salle de classe de l'Université de Montréal où, pour la première fois, j'entendais parler du PAQG. Étudiante en histoire à l'époque, j'avais déjà un intérêt marqué pour l'Amérique latine et les questions autochtones. Deux ans plus tard, je débarquais pour la première fois au Guatemala avec beaucoup d'enthousiasme, certes, mais, pour être honnête, avec une idée plutôt vague de ce que j'allais y découvrir.



Mon expérience comme accompagnatrice a finalement été un très grand apprentissage. En effet, j'ai eu la chance d'en apprendre autant sur le contexte sociopolitique du pays que sur les différentes luttes qui s'y mènent ainsi que sur le fonctionnement du système judiciaire au Guatemala. Par contre, ce sont surtout les rencontres que j'ai faites avec des femmes et des hommes plus grand-e-s que nature qui ont fait de ce périple une expérience aussi marquante pour moi. Faisant partie de l'équipe mobile, je suis partie à la rencontre d'individus, d'organisations et de communautés de différentes régions, mais ayant tous comme point en commun un très grand niveau d'engagement et de résistance dans leurs luttes respectives pour une société plus juste.

Durant ces six mois, j'ai ressenti la forte cohésion de communautés lors de la commémoration d'une consultation minière. J'ai échangé plusieurs sourires assise dans une fourgonnette avec des témoins et survivants du génocide qui incarnent par leurs propos et par leurs actions une très grande résilience. J'ai partagé la frustration d'une défenseure et de ses avocates qui luttent de toutes leurs forces pour obtenir la justice dans un dossier contre une compagnie minière canadienne. Mais j'ai aussi célébré avec une organisation militant pour le droit à la terre, une rare victoire obtenue par la voie légale. J'ai présenté ce qu'est l'accompagnement international à une communauté affectée par des projets hydroélectriques et réalisé du même coup l'importance que peuvent revêtir les initiatives de solidarité internationale pour des membres de communautés aussi isolés.

Bref, j'y ai vu de toutes les couleurs, un peu à l'image du Guatemala, où se côtoient autant la souffrance et l'espoir que la justice et l'injustice.

LE PAQG AU QUÉBEC

Communications politiques

Actions et incidence politique

- Participation à la campagne Open4Justice du CNCA pour la création d'un poste d'ombudspersonne au Canada, février 2017.
- Participation à la vigile de commémoration à Berta Caceres, 2 mars 2017.
- Organisation et participation à la vigile devant le consulat du Guatemala à Montréal en solidarité avec les familles des victimes et les survivantes de Hogar Seguro et pour dénoncer les atrocités commises par les responsables du centre et l'État guatémaltèque, 9 mars 2017.
- Participation à la campagne du Mois pour la justice minière (CNCA et Développement et paix), mai 2017.
- Présentation sur la situation des défenseur-e-s des droits humains au Guatemala lors d'une réunion du UN Working Group on Business and Human Rights à Ottawa, 23 mai 2017.



Communiqué rédigé par le PAQG

- Communiqué de lancement de notre campagne *Ceci n'est pas un crime!*, sur la criminalisation des défenseur-e-s des droits humains au Guatemala, 7 février 2017.

Communiqués et déclarations signés par le PAQG et diffusés dans nos réseaux

- *Lettre de solidarité envers les défenseur-e-s du territoire suite à l'attaque d'Angelica Choc*, 4 octobre 2016.
- Communiqué : *Des Guatémaltèques contre Tahoe Resources devant la Cour d'appel de la Colombie-Britannique : un rappel que le Canada se doit de promouvoir la justice*, 3 novembre 2016.
- *Dénonciation du meurtre de Jeremy Abraham Barrios Lima, 22 ans*, 15 novembre 2016.
- *Dénonciation des assassinats de Sebastian Alonso Juan*, 19 janvier 2017.
- *Lettre de préoccupation à l'attention du Procureur des droits humains du Ministère public concernant les trois ans du meurtre de Topacio Reynoso Pacheco*, 17 mai 2017.

Conférences et ateliers

(hors tournée)

- Collaboration à la projection-discussion du documentaire *Corazón del Cielo, Corazón de la Tierra*, 25 octobre 2016 à l'UQÀM. En partenariat avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)
- Organisation d'une conférence-discussion avec Catarina Garcia Hernandez, représentante du *Comité Campesino del Altiplano* (CCDA), 5 novembre 2016 dans les bureaux du PAQG.
- Participation de Marianita Hamel au panel *Voix de femmes du Guatemala*, organisé par Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), 6 novembre 2016 à St-Jérôme.
- Participation de Laurence Guénette au panel *Plaidoyer et extractivisme en Amérique centrale* organisé par Alternatives dans le cadre des JQSI, 11 novembre 2016 à l'UQÀM.
- Présentation sur le PAQG et l'accompagnement international lors d'un cours au certificat en coopération internationale, 22 novembre 2016 à l'Université de Montréal.
- Participation à une conférence sur les droits des femmes en Amérique latine organisée par Amnesty international Université de Montréal, 7 février 2017 à l'Université de Montréal.
- Présentation sur l'extractivisme lors de l'assemblée générale du Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'AQOCI, 26 avril 2017 à Montréal.
- Participation de Nathalie Brière à la *Journée d'analyse sur le Guatemala* du SLAM en tant que paneliste, 29 avril 2017 à St-Jérôme.
- Atelier sur l'accompagnement dans le cadre du Colloque du MÉPACQ *En action pour la justice sociale*, 10 mai 2017 à Trois-Rivières.
- Séances d'information sur l'accompagnement international : 16 février 2017 à l'UQÀM. 22 février 2017 à l'Université Laval.
- Ateliers *Visages de résistance* : 18 février 2017 pour l'École d'hiver de l'INM. 6 décembre 2016 au Cégep de Rimouski. 6 avril 2017 au Cégep Marie-Victorin.



Nouveau logo et nouveau site web!



Vie associative

27 membres en 2016-2017.

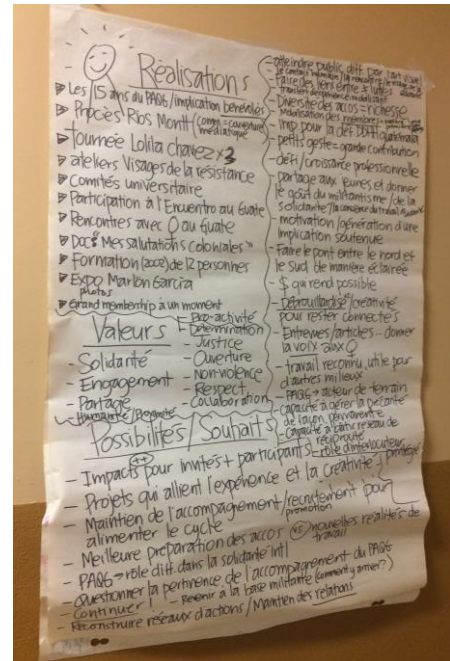
- Assemblée générale annuelle, 4 novembre 2016.
- Réflexion stratégique ouverte aux membres, le 10 juin 2017.

Personnes rejointes

Facebook : **1534 j'aime** sur notre page

Bulletin : **1007 personnes** inscrites

Total de nos ateliers et conférences :
1600 personnes



CAMPAGNE *CECI N'EST PAS UN CRIME!*



La campagne d'éducation 2016-2017 du PAQG portait sur la criminalisation des défenseur-e-s des droits humains au Guatemala. Alors que plusieurs défenseur-e-s du territoire sont actuellement toujours en prison, nous voulions mettre en lumière cette stratégie dissuasive de plus en plus répandue, qui sème l'insécurité chez les activistes.

Pour ce faire, nous avons demandé à la Clinique de défense des droits humains de l'UQÀM (CIDDHU) de rédiger un Rapport de recherche sur la thématique, en y incluant le rôle du Canada. Les informations recueillies dans ce rapport serviront à définir des stratégies de public plus en détails sur le sujet.

Également, deux défenseur-e-s des droits humains guatémaltèques ont été invité-e-s au Québec afin de partager leur expérience au moyen de conférences et d'entrevues dans les organisations de la société civile et les universités. Voici le détail de nos activités durant cette tournée.



Ottawa

- Dîner-conférence avec les employé-e-s d'Affaires mondiales Canada.
- Rencontre stratégique chez Inter Pares avec des organisations allié-e-s.
- Rencontre avec le bureau de Cheryl Hardcastle, vice-présidente du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

St-Jérôme

- Journée d'activités avec Solidarité Laurentides Amérique centrale (conférence-midi au Cégep de St-Jérôme, rencontre avec le député Rhéal Fortin et conférence en soirée avec les allié-e-s de l'organisation)
- Entrevue avec le Journal Le Nord

Québec

- Midi-Conférence à l'Université Laval en partenariat Avocats sans frontières, la Clinique de droit international pénal et humanitaire et la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux de l'Université Laval.

Sherbrooke

- Midi-Conférence en collaboration avec le comité étudiant d'Amnistie internationale à l'Université de Sherbrooke.
- 5 à 7 solidaire avec les femmes du monde entier pour la Journée internationale de la femme en collaboration avec le Collectif Hamamélis (nouveau collectif féministe de Sherbrooke).
- Conférence avec Amnistie internationale région Estrie et ses allié-e-s en collaboration avec la Salle le Tremplin



Montréal

- Allocution lors de la vigile en mémoire de Berta Cacères organisée par le CDHAL.
- Allocution à la Marche pour la Journée internationale de la femme organisée par Femmes de diverses origines
- Participation à la conférence *Indigenous Feminisms and Womanism* organisée par le Centre for Gender Advocacy.
- **Événement de clôture de la tournée (conférence et cocktail)** organisé avec le Réseau d'études latino-américaines, la CIDDHU et le CDHAL.
- Animation au Cégep St-Laurent avec les étudiants de l'option SENS (sensibilisation aux enjeux Nord-Sud)
- Participation à la conférence organisée par le Comité québécois femmes et développement pour la journée internationale de la femme.
- Entrevue pour Radio-Canada International



BILAN FINANCIER 2016-2017

PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA (PAQG)

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017

Non vérifié

	<u>2017</u>		<u>2016</u>
PRODUITS			
SUBVENTIONS			
Programmes provinciaux			
PAME-OCI	30 000	\$	30 000 \$
QSF-OCI	14 742		9 253
FEEPSI	12 825		-
Ministère Emploi Solidarité sociale	8 795		3 652
Dons	9 864		15 633
Divers, autofinancement	3 873		3 172
Total des produits	<u>80 099</u>		<u>61 710</u>
CHARGES			
Salaires et charges sociales	55 573		51 086
Accompagnement et stages internationaux	2 061		2 521
Financement	2 280		2 405
Éducation, information et mobilisation	5 992		1 368
Fonctionnement (tableau A)	10 618		11 366
Total des dépenses	<u>76 524</u>		<u>68 746</u>
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	<u>3 575</u>	\$	<u>(7 036)</u> \$

	<u>2017</u>		<u>2016</u>
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	43 582	\$	41 003 \$
Débiteurs (note 3)	3 552		2 640
Stocks	360		234
Frais payés d'avance	189		225
	<u>47 683</u>	<u>\$</u>	<u>44 102 \$</u>
PASSIF			
Passif à court terme			
Comptes à payer et frais courus	1 952	\$	4 035 \$
Salaires et vacances à payer	3 396		1 285
Remises statutaires à payer	3 481		3 503
	<u>8 829</u>		<u>8 823</u>
ACTIFS NETS			
Actif net non affecté	<u>38 854</u>		<u>35 279</u>
	<u>47 683</u>	<u>\$</u>	<u>44 102 \$</u>

Tableau A Fonctionnement

	2017		2016	
Comptabilité et honoraires professionnels	2 462	\$	4 262	\$
Loyer	3 598		3 594	
Frais de bureau et assurances	3 146		2 253	
Cotisations réseaux	510		460	
Téléphone	488		379	
Internet et hébergement	334		349	
Frais bancaires	44		35	
Taxes	34		34	
	10 618	\$	11 366	\$

Commentaire

L'année financière s'est clôturée au 30 juin 2017 avec un surplus de 3 575\$, qui vient contrebalancer le déficit que nous avons rencontré l'année dernière.

Les points à soulever du côté des produits est l'obtention cette année d'une subvention salariale complète de la part du Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale pour financer un développeur web. L'importante diminution de la somme des dons est due à une baisse du financement du côté des congrégations religieuses, qui fluctue d'année en année.

Sur le plan des charges, la principale différence à soulever est l'augmentation des dépenses en éducation, due à notre tournée *Ceci n'est pas un crime!*. En ce qui a trait au coûts de fonctionnement, la hausse des frais de bureau s'explique par un investissement dans du nouveau matériel informatique (clavier, écran, imprimante, routeur, etc.).

SOUTENEZ-NOUS!

→ DEVENEZ MEMBRE

En adhérant fièrement au PAQG à titre de membre, vous appuyer l'organisme en plus d'avoir la possibilité de participer à sa vie démocratique! Coût des cotisations annuelles:

- 15\$ Membre bénévole
- 30\$ Membre sympathisant-e
- 50\$ Membre institutionnel ou associatif

→ FAITES UN DON

Faites un don au PAQG! Ponctuel ou récurrent, ce soutien compte pour la réalisation de notre mission! Des reçus de charité peuvent être émis pour les dons de plus de 20 \$ acheminés par chèque ou versés en ligne. Comment donner:

- En personne et en argent comptant
- En ligne sur notre site www.paqg.org, via *Canadon*
- Par chèque, libellé au nom "CRNV/PAQG", envoyé à notre bureau du 660 rue Villaray (local 2.115), Montréal QC, H2R 1J1

→ PROFITEZ DE LA BOUTIQUE PAQG



BOUTIQUE PAQG



Café Justicia

Provenant des collines de l'Altiplano au Guatemala, ce café est produit par les membres du Comité Paysan de l'Altiplano (CCDA). Beaucoup plus qu'un simple café, c'est le produit de paysannes et de paysans guatémaltèques assoiffé-e-s de Justice! Le boire c'est l'occasion de se solidariser et de prendre position pour eux et elles! En vente au PAQG, torréfaction corsée ou veloutée, moulu ou en grains.

Livre visages de résistance

Le livre *Visages de résistance* a été produit dans le cadre du projet du même nom en 2015. Il réunit d'extraordinaires bandes dessinées sur les défenseur-e-s de droits humains, des textes plus approfondis concernant le contexte guatémaltèque et la défense de certains types de droits dans ce pays, des commentaires de jeunes rejoins au cours de l'hiver 2015 ainsi qu'un bilan de la tournée des ateliers d'éducation. Un petit livret qui ne vieillira pas de sitôt et saura intéresser vos proches aux enjeux de droits



humains et à la solidarité internationale! En vente au coût de 15\$ au PAQG.

Artisanat Guatémaltèque

Nous vendons également de multiples produits d'artisanat tout droit venus du Guatemala. Pour des petits cadeaux à son entourage... ou même, à soi!

MERCI!

Nos partenaires financiers

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale
Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI)
L'Alliance Syndicats et Tiers-Monde et le Conseil central métropolitain de la CSN
Comité de priorité dans les dons de la Conférence religieuse canadienne
Les Oblates Franciscaines de St-Joseph (Œuvres Marie-Anne Lavallée)
InterPares
Syndicat du personnel enseignant d'Ahuntsic
Centre de Ressources sur la Non-Violence

Nos nombreuses et nombreux bénévoles, dont le soutien récurrent est inestimable.

Alexe Allard	Jackie McVicar et toute sa	Marie-Soleil Martineau
Annabella Jiménez	famille	Mathieu Paradis
Annie Pelletier	Julie Potvin-Lajoie	Maxime Fortin-Archambault
Camille Gaudreault	Laurence Guénette	Mélanie Séguin
Carlos Lemus	Laurent Corbeil	Nate Lowe
Déborah Andrades-Gingras	Lazar Conforti	Nathalie Brière
Elsa Mondésir	Lesvia Vela	Nelly Marcoux
Fernando Calderon	Luis Rodas	Noé Bünzli
François Meloche	Lynda Lourdessamy	Paule Portugais
François Robert-Durand	Marc-André Anzueto	Renato Rodriguez-Lefebvre
Gabrielle Marleau	Marcella Braggio	Sabrina Théorêt-Jardon
Geneviève Proulx-Masson	Marianita Hamel	Sophie Mailly
Guillaume Charbonneau	Marianne Archambault-	Suzanne Potvin
Jacinthe Giroux	Liberté	Tiago Mc Nicoll
	Marie-Dominik Langlois	

C'est grâce à vous que le PAQG est toujours en vie et en forme, merci d'avoir à cœur la défense des droits humains au Guatemala et ici!





Projet Accompagnement Québec-Guatemala 2017 - Tous droits réservés



660 Villeray, bureau 2.115, Montréal QC, H2R 1J1

Tél : (514) 495-3131 / www.paqg.org / paqg@paqg.org /

